

Groupes sociaux et classes sociales

Quelle que soit la société et l'époque, son degré de développement, il existe des formes de **stratifications sociales**.

Stratification sociale : ce sont des systèmes de différenciation sociale basée sur l'inégale distribution des ressources (matérielles ou symboliques) et des positions sociales. Chaque société définit ses hiérarchies donc ses inégalités.

Exemples de stratification sociale :

- Différenciation selon le sexe (souvent domination des femmes par les hommes)
- Différenciation selon l'âge (gérontocratie : pouvoir aux plus vieux)
- Système des castes (en Inde) : division économique, politique et sociale. Les castes sont des groupes fermés, l'appartenance est héréditaire et il y a une forte endogamie sociale (proportion statistique à se marier dans son groupe social). Très grandes différences statutaires entre les castes avec des systèmes d'interdits.
- En fonction du prestige/de l'honneur social : le tiers-état, la noblesse, l'église.

La spécificité des sociétés modernes, c'est qu'on ne classe pas les individus selon un seul critère mais selon une multiplicité de critères : la fortune, l'honneur (intellectuels/manuels), le niveau d'instruction (quantité de diplômes). Outre ces principes de division, la société est aussi fondée sur les rapports entre les groupes sociaux.

Étudier la stratification sociale, c'est donc **analyser comment une société est organisée**, sur quels critères cette société hiérarchise les individus et les groupes, mais c'est aussi étudier les relations qui lient tous ces groupes entre eux : c'est-à-dire les modes de production dans la société des **inégalités sociales**.

Inégalité sociale : Une inégalité, c'est une différence qui se traduit en termes d'avantage et de désavantage dans une société et qui font donc une hiérarchie. Les différences sociales ne sont pas toujours des inégalités (exemple : couleur de cheveux).

On va étudier la nature des relations entre, par exemple, les gens qui ont des diplômes et ceux qui n'en ont pas.

Un **groupe social** est identifiable par

- Ses **membres** mais aussi par les personnes extérieures (qui le perçoivent comme un groupe).
- Sa **structure sociale** : chaque individu a une position relative à d'autres positions.
- Ses **rôles individuels** : si aucun individu n'occupe ces rôles, le groupe peut cesser de fonctionner.
- Ses **normes de conduite**, qui influencent les manières de se comporter
- Ses **intérêts** et ses valeurs
- Ses **finalités**
- Sa **permanence** relative (il perdure dans le temps)

I. Stratification et classes sociales

1. Le concept de classe sociale

Marx et Weber : théoriciens de ce qu'est une classe sociale.

A. Marx

Pour Marx, les classes sociales sont des **collectifs très structurés** qui se définissent par une position spécifique dans le système économique (position définie par le fait d'avoir ou pas en possession des moyens de production). Il voit la société comme une **double partition**. Cette distinction entre possession et non possession des moyens de production correspond à ce qu'il appelle les **rapports sociaux de production**.

Il repère 2 grandes classes sociales :

- La bourgeoisie capitaliste, propriétaire des moyens de production
- La classe ouvrière qui ne possède pas les moyens de production, elle n'a que sa force de travail qu'elle loue à la bourgeoisie : d'où un rapport de domination.

Le capitaliste « achète » la force de travail de l'ouvrier à sa **valeur d'échange** (ce qu'il coûte). Cette valeur d'échange est inférieure à sa valeur d'usage (ce qu'il produit). La différence est la source du profit, accaparé par le capitalisme. De ce rapport d'exploitation découle un **antagonisme d'intérêt central** entre la bourgeoisie et les ouvriers.

Le fait d'avoir ou pas des moyens de production définit les classes en soi mais la classe en soi n'est pas suffisante pour définir une véritable classe pour soi. La **classe objective (en soi)** est une classe virtuelle définie par des intérêts communs, mais elle est différente de la **classe réelle (pour soi)**. Pour passer d'une classe en soi à une classe pour soi, il faut 2 critères extra-économiques :

- la formation d'un lien social très fort dans la classe en soi, d'une conscience de classe
- la lutte politique, la résistance ou l'auto-organisation politique ou syndicale.

Pour résumer : pour Marx, la notion de classe renvoie à des rapports asymétriques de production donc chaque classe a une position économique commune. La classe renvoie à des conflits de classes. Il n'y a pas de classe sociale sans conscience de classe. La situation de la classe est la situation dans les moyens des productions. Les classes sociales n'existent et ne se définissent que dans une situation de lutte : lutte des classes (ex : esclaves/maîtres ; cultivateurs/nobles en Asie ; cers/seigneurs au Moyen-Âge ; ouvriers/bourgeoisie au XXe siècle)

La vision de Marx est qualifiée de **holiste** : la totalité est plus que la somme des individus ; la classe existe au-dessus de ses membres et elle dicte des rôles. Les classes sociales chez Marx sont réalistes car elles sont censées former des groupes véritables et tangibles.

B. Weber

Weber construit une analyse des classes sociales à « l'opposé » de celle de Marx. Elle est pluridimensionnelle : il distingue les **classes** qui correspondent à l'ordre économique (« le mode selon lequel les biens et les services sont distribués et utilisés ») des **groupes statutaires** qui correspondent à l'ordre social (« sphère des répartitions de l'honneur »).

La **classe économique** regroupe l'ensemble des individus qui occupent la même position économique ou qui ont la même probabilité d'accéder à un certain nombre de biens (même catégorie de revenus).

Les **groupes statutaires** correspondent à des liens de nature extra-économiques qui lient les individus. Ces liens sont le prestige, l'honneur... Dans nos sociétés, il y aurait une distribution inégale du prestige qui serait à l'origine de cette hiérarchie spécifique, différente de la hiérarchie

de l'ordre économique. Ces deux hiérarchies ne coïncident pas forcément. On peut être riche économiquement mais ne pas avoir un bon honneur social, et vice-versa.

La structuration sociale est complexe et n'est pas seulement économique : elle est aussi symbolique. Autant pour les classes économiques il n'y a pas d'homogénéité interne, alors que les groupes statutaires sont toujours des communautés qui ont conscience de leurs intérêts communs (on y trouve également une forme d'endogamie sociale). Pour Weber, la lutte des classes n'existe pas nécessairement ou, si elle existe, n'a pas pour objectif de changer le monde.

La démarche de Weber est **nominaliste** : la classe sociale ou économique est avant tout l'ensemble des individus que le chercheur décide de nommer selon ses propres critères.

Comparison Marx/Weber

Les marxistes attendent beaucoup de la classe sociale alors que pour Weber, la classe économique n'est qu'un mode de découpage parmi d'autres.

Marx : il n'y a pas de classe sans conscience de classe (la classe doit être non seulement en soi mais aussi pour soi), elle n'est possible que si elle se mobilise.

Weber : la classe économique n'est qu'un empilement de strates.

L'approche de Marx est une approche très exigeante (en terme de conditions) : dans les années 70, les marxistes considéraient qu'il n'y avait plus de classes car il n'y avait plus de lutte des classes.

C. Pierre Bourdieu

Il emprunte à Marx et à Weber pour représenter sa théorie de la stratification sociale.

Il retient de Marx le fait que les classes ont une certaine position objective dans la sociétés, mais il retient aussi de Weber les représentations subjectives que les individus en ont.

Pour Bourdieu, les classes sont déterminées par l'inégale répartition des richesses sociales c'est-à-dire des capitaux. Il y a plusieurs sortes de capitaux donc différentes richesses sociales :

- Le **capital économique** : ensemble des ressources patrimoniales (terres, biens, immobiliers...) et des revenus (liés ou non au travail).
- Le **capital social** : ensemble des relations socialement utiles qui peuvent être mobilisées par les individus ou les groupes dans leur cadre leurs projets privés et du travail (= « carnet d'adresse »)
- Le **capital culturel** : ensemble des qualifications intellectuelles soit produites par le système scolaires soit transmises par la famille. Il peut exister sous 4 formes :
 - à l'état incorporé comme disposition durable du corps (aisance d'expression en public, port du corps...),
 - à l'état objectivé comme bien culturel (ouvrages, livres, tableaux)
 - à l'état institutionnalisé c'est-à-dire socialement sanctionné par des institutions (titre scolaires...),
 - à l'état symbolique (ensemble des rituels liés à l'honneur)

Pour Bourdieu, les classes sociales se forment en fonction du volume et de la structure du capital. Il distingue 3 grandes classes sociales :

- La **classe dominante** qui serait riche en capital économique, social, culturel : la domination provient du fait de sa position de capitaux mais aussi car c'est la seule classe capable d'imposer sa vision du monde au reste du monde, sa culture en tant que culture « légitime ».
- La **classe bourgeoise (moyenne)** qui a une volonté de promotion sociale
- La **classe populaire**, peu dotée en capital économique et dominée d'un point de vue culturel et dévalorisée de ses pratiques

Chaque classe est définie par sa position dans la société (volume et structuration du capital), par un principe de cohérence de pratiques et des opinions (**habitus**), par leur histoire d'ascension sociale ou de déclassement social. Elles mettent en place des stratégies pour maintenir à distance les autres groupes sociaux inférieurs et permettre l'ascension sociale :

- Le titre scolaire : permet de maintenir à distance les groupes plus modestes
- Le mariage : stratégie matrimoniale

On peut donc dire que les classes sociales représentent des catégories qui sont inégalement situées et inégalement dotées dans le système productif. Elles sont aussi marquées par une forte identité de classe qui comporterait 3 dimensions : **temporelle** (faible mobilité et homogamie sociale), **culturelle** (mode de vie commun), **collective** (défense de ses intérêts dans la sphère politique).

2. Catégories socio-professionnelles (CSP) de l'INSEE

L'objectif de l'INSEE est de classer l'ensemble de la population en un nombre restreint de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale. Les CSP **ne sont pas** des classes sociales. Ce sont les fameuses **classes économiques de Weber** : des groupements statistiques d'individus présentant uniquement quelques ressemblances en termes de diplômes, de patrimoine ou de profession. La profession a été considérée comme critère fondamental pour la formation de ces nomenclatures.

La première nomenclature de l'INSEE date de 1954. Ses grandes catégories étaient :

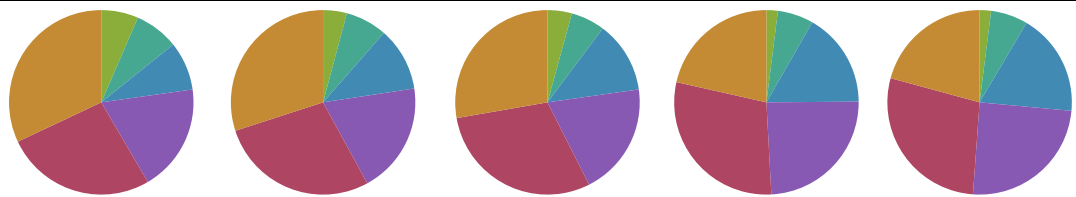
- Agriculteurs exploitants
- Salariés agricoles
- Patrons de l'industrie et du commerce
- Professions libérales et cadres supérieurs
- Cadres moyens (techniciens...)
- Employés
- Ouvriers (contremaître...)
- Personnels de service (femme de ménage...)
- Autre (artiste, clergé, armé, police)

En 1982, modification à cause d'une modification de la société (transformation des professions), de meilleurs outils (informatique) et de l'évolution de la structure sociale (augmentation des cadres moyens et des employés, décline du monde ouvrier mais augmentation des contremaîtres, diminution des petits patrons et artisans, décline du monde agricole) :

- Agriculteurs exploitants
- Artisans, commerçants, chefs d'entreprise (<10 salariés)
- Cadres et professions intellectuelles supérieures
- Professions intermédiaires
- Employés
- Ouvriers
- Population inactive
- Chômeurs n'ayant jamais travaillé

Part dans la population active des grandes CSP sont :

	1983-84	1991-92	1999-2000	2009	2012
Agriculteurs	6,4%	4,1%	4,3%	2%	2%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7,6%	7,2%	6%	6,3%	6,5%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,4%	11%	12,6%	16,6%	18%
Professions intermédiaires	18,5%	19,2%	19,9%	24,3%	24,7%
Employés	26%	27,6%	29,9%	29,4%	28,1%
Ouvriers	31,5%	29,6%	27,9%	21,5%	20,8%



Différence entre classes sociales et CSP ?

Classe sociale : catégorie d'analyse, dit des choses des conflits entre les groupes et représentation d'une perspective dynamique (c'est-à-dire qui rend compte d'autres mécanismes plus globaux : production de la pauvreté, de l'inégalité), l'appartenance individuelle n'a pas beaucoup de sens. Les classes sociales ont une conscience sociale d'appartenance à une groupe.

Les PCS ou CSP : on utilise un critère unilatéral de classement. Les individus sont mis dans des strates. Donne une image de la société à un temps T mais uniquement sur quelques critères. Cette nomenclature est statique car on ne lie pas les strates entre elles et on ne théorise pas s'il y a des conflits ou pas. Ce n'est qu'une définition « en soi ». C'est une analyse nominaliste et stratificationniste : on agrège les individus en fonction de quelques critères. Ce sont des regroupements artificiels.

3. Groupes sociaux et classes sociales dans la France contemporaine

A. Les classes populaires : l'histoire d'une crise

Du fait des grandes transformations sociétales du XXe siècle, on aurait pu croire qu'il n'y aurait plus ou nettement moins de classe populaire.

Ces grandes transformations sont :

- L'expansion des classes moyennes tout au long du XXe siècle
- Le développement de la consommation de masse
- Tercassions de l'économie (moins d'industries)
- Explosion scolaire
- Société plus égalitaire et démocratique
- Diminution sensible du « niveau d'insécurité des classes laborieuses »

Pourtant, cet ensemble de populations semble perdurer.

Ces mondes populaires présentent 3 caractéristiques :

- Petitesse du statut professionnel ou social
- Étroitesse des ressources économiques
- Tendance à être plutôt éloigné par rapport au capital culturel (notamment de l'école : moins de probabilité d'avoir le bac et de faire des études supérieures)
- Chômage de masse
- Précarisation du statut professionnel (remise en cause de la société salariale, qui protégeait les salariés contre les aléas de la vie, dans les nouveaux contrats de travail)

La situation des classes populaires est plutôt paradoxale aujourd'hui :

- Une grande partie des classes populaires aujourd'hui doivent subir la précarisation
→ **Logique de reproduction et d'aggravation des formes de relégation**
- Tendance à se laisser imprégner par la culture de masse et de s'agréger à l'école
→ **Logique de désenclavement**, le groupe est désenfermé et a tendance à avoir des relations avec l'extérieur

Pour définir les classes populaires, on va définir plusieurs critères sociologiques :

- **Critères culturologiques** : renvoient aux spécificités culturelles. Les classes populaires se caractérisent par
 - une séparation culturelle
 - une tendance historique à la rébellion
 - l'importance accordée aux sociabilités locales (quartier)
 - un rapport à l'écrit (ces classes sont dans une culture orale)
 - l'existence de plusieurs mécanismes protecteurs qui les sécurise contre les aléas de la vie sociale
 - intériorisation de la position dominée : « c'est comme ça »
 - forme de vie collective sécurisante : famille, quartier
 - division du monde social : « nous » et « eux »
- **Critères sociologiques** : liés à une position sociale. Ces classes sociales sont dominées par un manque de ressources, un statut bas, la subordination dans le travail, la médiocrité du logement, l'insécurité de l'existence.

Valeurs et opinions des classes populaires :

Grande demande sécuritaire et une moins grande acceptation de l'immigration. Ils sont de plus en plus hostiles vis-à-vis du libéralisme économique (spécifiquement de la mondialisation). Leur grande préoccupation de ce groupe social sont le chômage et la question du pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, il faut admettre qu'il n'y a pas un mais des mondes populaires qui sont structurés par un clivage :

- Fracture générationnelle : les groupes d'ouvriers de 45/50 ans et plus développent une vision plus sensible à la libération des mœurs et à l'insécurité, tandis que les jeunes seraient plus ouverts.
- Fracture territoriale : à l'est de la France, on est plus adepte à une société fermée, on est très hostile à la mondialisation ; à l'ouest il y a moins d'hostilité vis-à-vis de ces thèmes.

La crise des mondes populaires renvoie à une crise de la représentation politique de ce groupe. Historiquement, 3 structures encadraient le monde populaire et lui donnait une visibilité : le PC, les syndicats et l'église (jeunesse ouvrière...). Aujourd'hui, on observe d'une crise de représentation d'un monde ouvrier. Une grande partie du vote ouvrier va à la droite ou à l'extrême droite. La désyndicalisation en France est préoccupant : il n'y pas de corps intermédiaire entre le monde populaire et l'état. On observe un gauchisme des anciens bastions communistes : vote contestataire. Ceci est dû à des phénomènes d'extériorisation, de

mondialisation, de déprofessionnalisation : c'est un groupe social en déclin, menacé et à l'identité très flottante. Il trouve des mécanismes de défenses par l'ethnisation de sa cause (« c'est la faute de la mondialisation, des étrangers » : ennemi extranational).

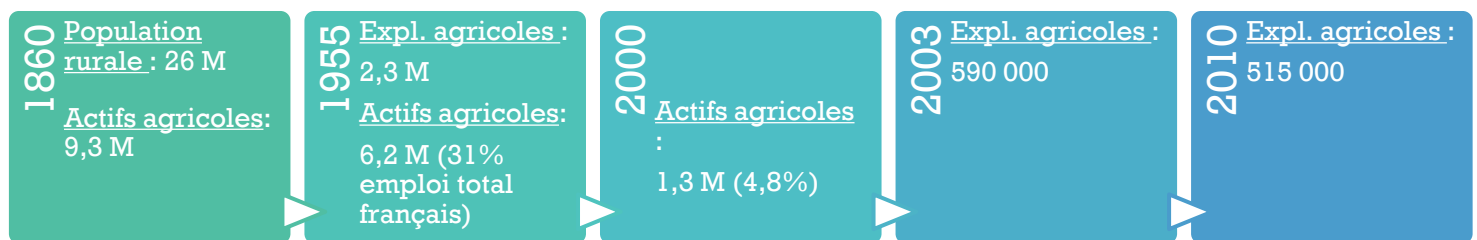
Ce groupe souffre foncièrement de la crise économique et de représentation.

Il faut éviter de considérer le monde populaire comme un monde homogène, un bloc indifférencié ou comme une catégorie générique. Il y a des personnes dominé-dominant, alors que d'autres subissent une forte subordination mais disposent d'une assise économique suffisante pour ne pas trop souffrir de la crise économique. Ces mondes populaires sont tiraillés par des principes de différenciation : selon le sexe, selon l'âge, selon si on est ouvrier en milieu rural ou urbain, l'instruction...

B. Des paysans aux agriculteurs

Pendant des siècles, l'univers de l'agriculture était très intégré dans une communauté territoriale qui donnait sens à la vie des gens : il y avait non seulement un groupe des paysans mais aussi une **société paysanne** très forte. Elle se caractérisait par l'importance du village (donc d'une vie locale), des rites de sociabilité (façon de parler, traditions, codes...), et par une structure sociale particulière très hiérarchisée (église...). L'agriculture était familiale, orientée sur le marché locale.

Ce monde paysan connaît une crise à partir du XIXe siècle avec le début de l'exode rural, particulièrement à partir de 1914.



Les causes sont :

- L'exode rural qui déstructure le monde agricole
- La modernisation du monde agricole (engrais, machines...) : on nécessite moins de bras.
- La mondialisation
- Présence d'une politique commune dans le monde agricole en France et en Europe, qui dicte des normes. C'est la seule profession en France qui voit son avenir décidée par des décisions extranationales.
- *Fin* des paysans (paysans = métier qui s'inscrit à une échelle locale ≠ **agriculteurs**)

C. Les classes moyennes : un ensemble flou et hétérogène

Les classes moyennes désignent les ménages et les groupes sociaux qui n'appartiennent ni aux classes les moins favorisées, ni aux classes « supérieures ».

L'émergence des classes moyennes a joué un rôle capital au XIXe siècle dans l'histoire de la société française.

- Traditionnellement, les classes moyennes portent **l'efficacité économique** notamment par des pratiques de consommation.
- Structurellement, elles portent la **stabilité sociale** : elles inventent les formes de sécurités sociales, des systèmes protecteurs (assurances...)
- Elles portent aussi les dynamiques démocratiques : ces classes sont en principe très optimistes, volontaristes, et théorisent un avenir commun.

Pendant longtemps, ce groupe a incarné pour l'ensemble de la société la modernité et a toujours développé une vision optimiste et sécurisante du changement social (changement « en douceur », pacifique, pas révolutionnaire). Il incarnait l'**idéal de promotion sociale** pour les enfants méritants des milieux populaires qui pouvaient aspirer à intégrer cette classe moyenne, mais aussi un **filet de sécurité** pour les enfants déçus de la bourgeoisie.

Elle incarnait un mode de vie orienté vers la consommation et le développement de soi. Ce mode de vie se généralisait dans toute la population. Elle porte aussi l'exigence des vacances, de la retraite, l'automobile, les pratiques de contraception...

Leur situation est plus problématique aujourd'hui : ce groupe connaît des incertitudes, des doutes. Il représente un groupe **anxieux**. On parle d'érosion des classes moyennes, et d'un risque de déclassement. Plusieurs raisons à ces doutes :

- Ralentissement de l'économie, donc des salaires
- Risque de déclassement pour leurs enfants : on se rend compte que les études ne protègent pas de la précarité
- Nombre croissant de candidats diplômés pour un nombre déclinant de postes qualifiés.
- Difficulté d'accès au logement
- Crise de l'état providence

Quels critères d'identification pour les classes moyennes ?

On a à notre disposition 3 types de critères pour décrire cette classe moyenne :

- **Critère subjectifs : l'auto-évaluation.** Il consiste à évaluer les perceptions que les individus ont eux-mêmes de leur propre position sociale. Depuis les années 60, la part des français qui s'identifient à la classe moyenne a doublé. Mais entretemps, la part des français qui s'identifient à une classe sociale ne cesse de baisser. Ce critère pose donc des problèmes.
- **Critère sociologique :** concerne la profession, les valeurs et le mode de vie. Classes moyennes :
 - o Catégories qui renvoient à une **certaine expertise technique**, un certain pouvoir relationnel de transmission de l'autorité en organisation.
 - o Dotés de **capitaux économiques** mais également de capital scolaire et culturel.
 - o Aspiration à la mobilité sociale et à la qualité de vie. Souci de maintenir son niveau, peur du déclassement et aspiration à la promotion, frustration éventuelle entre une position rêvée et la position réelle. Peur de se retrouver en étau entre les plus nantis susceptibles de creuser l'écart et les catégories défavorisées qui peuvent rattraper leur retard.
 - o **Croyance dans le progrès**, dans l'école
 - o Identification de leur sort à celui de leurs enfants
 - o Ascétisme de la **bonne volonté culturelle** (on croit au mérite individuel)
 - o Classes moyennes supérieures : acteurs de la **gentrifications** (= les stratégies résidentielles consistant de la part de ces classes sociales à occuper des espaces urbains jusque là populaires). Elles ont tendance à consommer
 - o **Malthusianisme démographique** : peu d'enfants, ils ont le sens de l'épargne et le souci de soi
 - o Investissement dans le tissu associatif
 - o Développement d'un **mouvement anti-européen, anxiété**, pessimisme par rapport à l'avenir.
 - o Les jeunes peuvent avoir tendance à la radicalité politique
 - o Sentiment d'**injustice**.
- **Critère économique :** on classe les classes moyennes suivant leurs revenus
 - o Niveau de rétribution moyen (2130€ nets en France en 2011)
 - o Niveau de revenu médian (1712€)

Conclusion : Vivons-nous dans une société de classe ?

Pour répondre véritablement à cette question, on voit avoir 3 faits en tête :

- Du côté des classes populaires, on a une extension en France du désavantage social (on voit augmenter le nombre d'individu en situation de vulnérabilité lié au chômage, à la précarité, aux emplois durs et mal rémunérés)
- Dans les catégories supérieures : montée en puissance de nouvelles injonctions : excellence, compétence, performance, mérite... qui peut être dur à supporter.
- Dans les catégories moyennes, « c'est nous qui payons pour tout le monde ». On observe une tripartition de la conscience sociale : vision binaire de la société (le haut et nous) mais aussi triangulaire (sentiment d'être soumis à la fois à la pression venant du haut comme les décisions de l'état mais aussi d'une pression venant de plus pauvres qu'eux).

On assiste à un creusement des inégalités non pas uniquement entre catégories sociales mais aussi entre membres d'une même catégorie sociale. On peut dire que la France continue d'être une société de classe mais moins structurée qu'il y a 40 ans du fait d'une universalisation culturelle (grâce aux médias). Sous certains points, on peut dire qu'on est plus une société de classe qu'il y a 40 ans : certaines inégalités se sont maintenues voire renforcées ; les catégories populaires sont de plus en plus travaillées par la précarité ; de plus en plus de groupes sociaux qui refusent la mixité sociale par des stratégies résidentielles, auto-ségrégatives. Enfin, le diplôme devient le nouveau sésame mais aussi le vecteur de grandes inégalités.

II. Tel père, tel fils ?

1. Principes généraux

Mobilité sociale : circulation des individus entre différentes positions de la hiérarchie (sachant que toutes les positions ne sont pas équivalentes). Étudier dans quelles mesures les statuts sociaux sont héréditaires. 2 types de mobilité sociale :

- Intra générationnelle : mobilité d'un individu λ au cours de sa vie professionnelle.
- Intergénérationnelle : mobilité sociale d'un individu par rapport à la position sociale de ses parents.

Mobilité géographique : tout mouvement des individus dans l'espace international

Mobilité professionnelle : changement de situation professionnelle des individus (changement de branche d'activité ou de qualification)

Mobilité verticale et horizontale.

- Mobilité verticale : elle s'accompagne d'une modification de la position sociale d'un individu dans la hiérarchie sociale.
- Mobilité horizontale : le statut social de l'individu reste identique mais avec un changement de profession ou d'activité.

Ces deux types de mobilités peuvent être intra- ou intergénérationnels.

Mobilité sociale ascendante : passage d'une catégorie sociale à une autre considérée comme supérieure. À l'inverse, la mobilité sociale descendante implique une régression sociale

2. Les tables de mobilité : intérêts et limites

On a à notre disposition 2 tables de mobilité : les tables de destinée et les tables de recrutement.

Les tables de destinées : elles nous renseignent sur ce que deviennent les fils issus d'un groupe socio-professionnel donné de pères.

Les tables de recrutement : elles nous renseignent sur la position sociale des pères des individus issus d'un milieu socio-professionnel.

Inconvénients :

- La structure des positions sociales n'est pas toujours comparable d'une génération à l'autre.
- Les tables de mobilité analysent la mobilité sociale passée. On interroge les pères à la fin de leur carrière et on interroge les fils entre 40 et 50 ans.
- Elles donnent une image partielle de la société : on ne compare que les CSP des pères et des fils. Pour compenser l'inactivité des femmes pendant longtemps, on ne compare pas les filles à leur mère. On ne peut pas non plus comparer les filles à leur père car ça ne serait pas comparable.

3. Évolution de la mobilité sociale : tendance générale et facteurs explicatifs

La société française reste marquée par une faible mobilité sociale et donc une forte hérédité sociale. Il existe cependant une certaine mobilité sociale mais inégale selon les CSP. La mobilité sociale d'aujourd'hui se fait presque toujours entre des CSP relativement proches. Les catégories les plus mobiles sont les ouvriers et les professions intermédiaires (employés) alors que les moins mobiles sont les cadres et les ouvriers.

Quels sont les facteurs de la mobilité sociale ?

- **Le rôle de la structure économique** : évolution de l'emploi, mobilité structurelle dû à des changements de structure économique et social (exemple classique : monde de l'agriculture. Puisqu'elle a besoin de moins de bras, ces bras doivent trouver d'autres emplois).
- **L'immigration** : facteur de la mobilité sociale ascendante pour les immigrés, et structurelle pour les autochtones (les immigrés prennent souvent les postes les plus défavorisés donc les autochtones sont projetés dans l'échelle sociale).
- **Le rôle de la famille** : importance dans la mobilité sociale de 2 manières différentes.
 - Transmission d'un patrimoine économique et social : contribue à la reproduction des inégalités
 - Développement des stratégies d'ascension sociale par les études
- **Le rôle des femmes dans la mobilité des hommes** : de 2 manières différentes.
 - La structure des emplois féminins et masculins est différente. Les emplois féminins sont surreprésentés dans les emplois tertiaires, non qualifiés et à temps partiel. Les hommes sont donc boostés vers d'autres catégories d'emplois.
 - Le mariage : à diplôme égal, les hommes mariés ont un meilleur rendement de leur diplôme que les hommes célibataires.
 - L'école : le diplôme devient le nouveau titre de noblesse permettant l'accès aux emplois. Ceci dit, avoir un diplôme ne garantit plus aujourd'hui ni un emploi ni un statut social. Mais ne pas avoir de diplôme génère à coup sûr l'impossibilité d'ascension sociale.
 - Paradoxe d'Anderson : un enfant peut avoir plus de diplôme que ses parents sans pour autant que son statut social soit supérieur, car il y a eu une disqualification sociale entretemps.